

Islamisme-gauchisme, décolonialisme, théorie du genre... Le grand noyautage des universités (3/3)

écrit par Antiislam | 14 mai 2019



Islamisme-gauchisme, décolonialisme, théorie du genre... Le grand noyautage des universités (3/3)

Nous achevons de retranscrire, avec cette troisième et dernière partie, l'enquête de Judith Waintraub, du "Figaro", sur la colonisation de l'Enseignement supérieur français, par l'islamisme-gauchisme.

Antiislam

Les parties précédentes :

<http://resistancerepublicaine.com/2019/05/13/nathalie-goulet-la-grande-amie-des-emirs-demande-une-commission-denquete-sur-le-rn/>

<http://resistancerepublicaine.com/2019/05/14/islamisme-gauchisme->

Haro sur la Manif pour tous

Philippe Soual, lui, s'est vu retirer définitivement le cours qu'il devait donner sur Hegel à la fac de Toulouse Jean-Jaurès de novembre 2018 à mars 2019.

Ce docteur en philosophie, qui enseigne en université et en prépa depuis une trentaine d'années, avait eu la mauvaise idée de plancher en 2015 devant l'université d'été de la Manif pour tous sur la question: «Qu'est-ce que l'homme?»

Des étudiants se revendiquant «Trans, PD, gouines, bi» ont placardé une affichette le présentant comme un «militant et porte-parole de la Manif pour tous» et exigeant sa démission sur les murs de la fac.

L'Union des étudiant.e.s de Toulouse, une association à la pointe des blocages locaux, a relayé l'appel sur son site Facebook.

Il n'en a pas fallu davantage pour que les collègues de Philippe Soual suppriment son cours des programmes en invoquant des nécessités de «maintien de l'ordre public».

Dans un autre registre, Olivier Beaud, professeur de droit public à Panthéon-Assas, vient de dénoncer la campagne d'un groupe d'universitaires et d'étudiants de l'EHESS contre leurs collègues «coupables» d'avoir participé au grand débat organisé le 18 mars à l'Élysée par Emmanuel Macron.

En novembre 2018, *Le Point* a publié un texte dans lequel 80 intellectuels décrivaient le «décolonialisme» comme une «stratégie hégémonique» à l'œuvre dans l'enseignement

supérieur. Parmi les signataires, Elisabeth Badinter, Alain Finkielkraut, Pierre Nora et Mona Ozouf.

Leur appel a eu bien peu d'écho, tant auprès de Frédérique Vidal que du corps enseignant.

La ministre n'a pas eu un mot de soutien pour Laurent Bouvet, par exemple, quand ce professeur de science politique à l'université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines a eu l'imprudence de tweeter en mai 2018 à propos du voile islamique porté par une dirigeante de l'Unef qui commentait les blocages des facs: *«A l'Unef, la convergence des luttes est bien entamée. C'est la présidente du syndicat à l'université Paris-Sorbonne qui le dit.»*

Aussitôt, l'Unef a sorti un communiqué condamnant *«un déferlement de haine raciste, sexiste et islamophobe»* et demandant que Laurent Bouvet soit sanctionné.

Une vidéo a même circulé, montrant une AG où près de 200 étudiants vociféraient *«Ta gueule, Bouvet!»* pendant de longues minutes.

L'institution marche sur des œufs

Le politologue, cofondateur du Printemps républicain, est l'une des cibles privilégiées des indigénistes pour avoir théorisé l'«insécurité culturelle» française et dénoncé l'obsession racialisée de la «gauche identitaire».

Le président de l'université l'a assuré de sa sympathie en privé, mais n'a rien fait pour le soutenir publiquement.

Aucun de ses collègues ne s'est d'ailleurs manifesté.

L'Unef profite de cette lâcheté généralisée pour militer activement en faveur des thèses indigénistes.

Récemment, elle s'est jointe à d'autres associations pour

empêcher une représentation de la pièce d'Eschyle *Les Suppliantes* à la Sorbonne.

<http://resistancerepublicaine.com/2019/03/27/interdiction-dune-piece-deschyle-les-acteurs-etaient-grimes-en-noirs-abyssale-connerie-du-cran/>

De son côté, le CRAN (Conseil Représentatif des associations noires de France) de Louis-Georges Tin, maître de conférences à l'université d'Orléans, a appelé au boycott de la pièce.

Motif: des acteurs blancs portaient des masques noirs, ce que les contestataires assimilaient à la pratique du «blackface» visant à ridiculiser les Noirs. Pour une fois, l'université a condamné la tentative de censure.

Face aux syndicats, c'est peu dire que l'institution académique marche sur des œufs.

On se rappelle les blocages du printemps 2018 contre la réforme de l'accès à l'université et leurs 7 millions d'euros de dégâts.

Les facs traditionnellement en tête du palmarès des occupations ont vaillamment défendu leur titre: Toulouse Jean-Jaurès, Nanterre, Tolbiac, Rennes II, Nantes, Bordeaux Montaigne, Montpellier...

À Toulouse, l'UNI a réussi à obtenir que le tribunal administratif ordonne le déblocage des locaux occupés pendant trois mois, contre l'avis de l'administrateur provisoire de l'université.

«J'ai toujours combattu les idées de l'UNI et de la droite en général, mais ce sont eux qui nous ont sortis de cette merde!» a tweeté une étudiante reconnaissante.

– Crédits photo : Infographie

D'une prudence de Sioux avec les bloqueurs de gauche, le ministère l'est beaucoup moins quand les fauteurs de troubles présumés n'appartiennent pas à cette mouvance.

Philippe Pétel, ex-doyen de la faculté de droit de Montpellier, et Jean-Luc Coronel de Boissezon, qui y enseignait, en ont fait l'amère expérience en mars 2018.

<http://resistancerepublicaine.com/2018/03/24/montpellier-coup-de-chapeau-aux-12-etudiants-qui-ont-chasse-50-grevistes-ccupant-luniversite/>

Soupçonnés d'avoir permis à un commando aux méthodes musclées d'évacuer l'un de leurs amphis, occupé par des syndicats extérieurs à la fac, ils ont été respectivement interdits d'enseignement pendant cinq ans et révoqué par la section disciplinaire de la Sorbonne.

Ces décisions sont intervenues alors que Philippe Pétel et Jean-Luc Coronel de Boissezon, mis en examen, devraient être jugés au plus tôt à la fin de l'année.

La ministre Frédérique Vidal a voulu frapper vite et fort dès qu'elle a eu en main le rapport de l'Inspection générale de l'administration de l'Éducation nationale et de la recherche (IGAENR) diligenté sur les événements.

En septembre, cinq membres du commando, parmi lesquels l'un des fils du fondateur du groupuscule identitaire la Ligue du Midi, ont été mis en examen.

Quant au président de l'université Philippe Augé, dont le rapport de l'IGAENR pointe pourtant le «manque de discernement», il a été réélu en janvier dernier.

Selon le rapport, des membres du Syndicat de la magistrature,

opposé à la réforme de la carte judiciaire, mais aussi ceux d'un collectif de «soutien aux sans-abri» qui squattait un immeuble voisin, se trouvaient parmi les occupants.

À force d'intimidations, de provocations, de menaces et de violences, les étudiants de la «corpo», opposés au blocage, ont été réduits au silence.

Quand Lyon II débarque à l'ENS

L'irruption d'éléments extérieurs dans des facs ou des écoles peu enclines à la mobilisation se répand.

L'Ecole normale supérieure de Lyon a vu ainsi débarquer un soir de mai 2018 quelque 150 étudiants de Lyon II qui venaient occuper l'établissement, leur université ayant été fermée sur décision de la présidente pour mettre fin aux désordres.

«Il y avait aussi des représentants d'associations promigrants, raconte un témoin, mais seulement une poignée d'élèves de l'ENS, affiliés à Solidaires.

Ils ont occupé un amphi pendant une nuit, puis ils sont partis.» Un peu plus tôt, en avril 2018, un «comité ZAD» a décidé d'occuper une journée l'EHESS, boulevard Raspail, à Paris, pour protester contre l'évacuation de Notre-Dame-des-Landes, qui avait eu lieu la veille.

En décembre, de nouvelles opérations de blocage ont été lancées, cette fois contre la décision du gouvernement d'augmenter les frais d'inscription des étudiants étrangers extra-européens

En décembre, de nouvelles opérations de blocage ont été lancées, cette fois contre la décision du gouvernement d'augmenter les frais d'inscription des étudiants étrangers extra-européens.

Opposés à la hausse, plus d'une dizaine de présidents d'université ont utilisé une faille juridique pour ne pas l'appliquer.

De son côté, Frédérique Vidal a reculé en excluant les doctorants et les étudiants déjà inscrits de la mesure.

La révolte qui grondait s'est apaisée... jusqu'à la prochaine fois.

<http://premium.lefigaro.fr/actualite-france/enseignement-superieur-le-grand-laboratoire-de-la-deconstruction-20190510>